

Flash marchés hebdomadaire

Semaine du 20 au 27 février 2026

UNE SEMAINE SUR LES MARCHÉS*

Les risques remontent au premier plan.

- Le nouvel embrasement du Moyen Orient consécutif à l'attaque conjointe des Etats-Unis et d'Israël contre l'Iran ce weekend tranche avec une semaine plutôt calme. Notre analyse des implications macro-financières de ce nouveau conflit se trouve dans le flash actualités États-Unis/Israël/Iran ([lien vers notre flash spécial](#)). Bien évidemment, l'impact, principalement en termes économiques, d'une telle situation passe par l'augmentation du prix du pétrole, qui frôle à l'ouverture de lundi les 80 \$ le baril sur le Brent.
- Les taux souverains ont baissé cette semaine pour repasser en dessous des 4% aux Etats-Unis (pour la première fois depuis fin octobre) et des 2,65% en Allemagne. Les marchés boursiers terminent eux peu ou prou étales, les bonnes publications des entreprises liées à l'intelligence artificielle ne parvenant pas à dissiper les craintes des investisseurs, amplifiées cette semaine par le retentissement suscité par un papier de Citrini Research ([lien](#)) imaginant un scénario catastrophe dans lequel l'intelligence artificielle engendrerait un chômage de masse chez les cols blancs et donc une crise économique et financière sans précédent.

LES NOUVELLES MACROÉCONOMIQUES DE LA SEMAINE

- Le premier et principal canal de transmission du choc qui s'est produit ce weekend est celui du prix des matières premières et le prix du pétrole, qui avait déjà progressé de plus de 16 % depuis le début de l'année sur la cotation de New York (WTI) et de 19 % sur la cotation de Londres (Brent), en est l'indicateur de référence. Ce choc d'offre négatif constitue une perte de richesse pour tous les pays importateurs nets : concrètement, les hausses de prix, si elles sont durables, devraient grever le pouvoir d'achat des ménages et ralentir les investissements des entreprises dont les coûts de production augmentent. L'Europe est plus exposée, d'un point de vue énergétique, que les États-Unis, car ceux-ci sont désormais exportateurs nets de pétrole. Le deuxième canal est celui de la confiance. Les tensions géopolitiques accentuent les facteurs d'incertitude, diminuent la confiance des acteurs économiques et favorisent l'attentisme des ménages et des entreprises. Quant à ce dernier, son importance dépendra de la durée et de l'intensité de l'escalade du conflit au Moyen-Orient.
- En ce qui concerne le pétrole, et toutes choses étant égales par ailleurs, chaque hausse durable de 10 \$ du baril génère environ +0,4 point de pourcentage d'inflation supplémentaire (principalement via la composante énergie) selon nos analyses. En termes de croissance, l'impact négatif serait plus limité aux États-Unis qu'en zone Euro, pour les raisons indiquées plus haut. Dans leur cas, la baisse de consommation serait partiellement compensée par une hausse des investissements dans le secteur. D'après les élasticités des modèles utilisés par Ofi Invest AM (voir ici par exemple), un tel choc aurait un impact d'environ -0,2 % sur le PIB de la zone Euro, et de -0,1 % sur celui des États-Unis.
- Bien évidemment, l'impact macroéconomique final dépendra de l'évolution de la situation, même si l'on peut d'ores et déjà dire que le scénario alternatif le plus extrême serait probablement celui d'un blocage effectif et persistant du détroit d'Ormuz, ce qui ne s'est jamais produit par le passé. La conséquence d'un tel événement produirait un choc très important sur le prix du baril de pétrole, qui pourrait atteindre le seuil des 100 \$. En fonction de la durée du maintien de ce niveau de prix, la zone Euro pourrait évoluer vers une stagnation de son PIB.

- Face à ce type de choc d'offre extrême, qui toucherait principalement l'inflation la plus volatile, nous pensons que la BCE et probablement la Fed, maintiendraient ses taux stables dans un premier temps, en attendant d'observer l'évolution de la situation.
- Malgré l'imprévisibilité de la situation, l'un des facteurs dissuadant une guerre prolongée (au-delà des 4 semaines indiquées le 1er mars par le Président Donald Trump) et plaidant en faveur d'une désescalade relativement plus rapide est que la hausse du prix du pétrole aggraverait encore davantage la perte de pouvoir d'achat des Américains, qui constitue, au niveau domestique, la question dominante à l'approche des élections de mi-mandat de 2026.
- La semaine passée, les nouveaux droits de douane décidés par l'administration américaine en substitution des droits de douane réciproques jugés illégaux sont finalement collectés à hauteur de 10% et non de 15% comme l'avait laissé entendre Donald Trump. Ce nouveau régime tarifaire est ainsi plus avantageux que le précédent pour tous les partenaires commerciaux des Etats-Unis, ce qui renforce notre thèse selon laquelle ces nouveaux droits de douane auront peu d'impact supplémentaire en termes d'inflation importée pour les Etats-Unis et de baisse d'activité économique pour les pays exportateurs. Ceci n'est bien évidemment pas anodin dans le contexte électoral abordé plus tôt.

LE GRAPHIQUE DE LA SEMAINE



Source: Macrobond, OFI Invest AM, données au 02/03/2026

	27/02/2026	20/02/2026	Variation hebdo.	Variation / fin 2025
Actions			%	%
CAC 40	8 581	8 515	0,8%	5,3%
S&P 500	6 879	6 910	-0,4%	0,5%
Taux	%	%	Points de base	Points de base
10 ans US	3,94	4,08	-14	-23
10 ans Allemagne	2,64	2,74	-10	-21
10 ans France	3,22	3,30	-8	-35
10 ans Italie	3,27	3,34	-7	-28
Ecart de rendement	Points de base	Points de base		
10 ans Italie-Allemagne	63	60	3	-7
Volatilité actions US			Ecart hebdo.	Ecart / fin 2025
VIX	17	16	1	2
Source Bloomberg - Indices actions hors dividendes en devise locale				

Achevé de rédiger le lundi 2 mars 2026 par Ofi Invest Asset Management

Ombretta SIGNORI, directrice de la recherche macroéconomique et stratégie

Romain FAQUET, économiste et macro-stratège.

Information importante

Cette communication publicitaire est établie par Ofi Invest Asset Management, société de gestion de portefeuille (APE 6630Z) de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous l'agrément n° GP92012 – n° TVA intracommunautaire FR51384940342, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros, dont le siège social est situé au 127-129, quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 384 940 342. Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées. Cette communication publicitaire ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter des produits ou services présentés ou gérés par Ofi Invest Asset Management. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. FA26/0756/M